

Proposition de délibération n° 84 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****Institution****INTEGRATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER COMMUNAUTAIRE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la démission de Monsieur Frédéric RUSCH de son mandat de conseiller municipal de la commune de Saint Florentin

Vu le courrier du 14 novembre 2022 de Monsieur le Maire de Saint Florentin indiquant que Monsieur Daniel PARIGOT représentera la commune de Saint Florentin au sein des instances communautaires.

Vu la délibération n° 65/2020 du 16 juillet 2020 relative à la désignation des membres des commissions organiques

Exposé des motifs :

Monsieur le Maire de Saint Florentin nous a informé du changement d'un de ses conseillers représentant sa commune au sein du conseil communautaire. Afin de prendre en compte ce nouvel élu au sein de nos instances, il est nécessaire de modifier la composition de certaines commissions organiques. Vous trouverez en annexe la composition des commissions.

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant la démission de Monsieur Frédéric RUSCH de son mandat de Conseiller municipal de Saint Florentin, et son remplacement par Monsieur Daniel PARIGOT

Il est proposé :

- D'approuver l'intégration du nouveau conseiller communautaire dans les commissions suivantes :

Communiqué en séance

- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** l'intégration du nouveau conseiller communautaire dans les commissions suivantes :

Communiqué en séance

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

Composition du bureau et des Commissions permanentes

01-févr-22

Le Président	Yves DELOT			BUREAU		
7 Vice-Président(e)s	Patrice BAILLET	Thierry CORNIOT	Serge GAILLOT	Michel FOURREY	Philippe GUINET-BAUDIN	Sylvie DELCROIX Dominique DELAGNEAU
5 Élus délégués	Frédéric BLANCHET artisanat et commerce	Patrick ROUSSELLE maisons médicales et de santé	Jean-Claude CHEVALIER patrimoine et randonnée	Daniel MAILLARD Animation sportive	Murielle BUCINA prévention et réduction des déchets	

6 commissions articulées sur les politiques menées												3 commissions fonctionnelles			
Commission n° 1 ORGANISATION GÉNÉRALE & FINANCES	Commission n°2 DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ZA, tourisme	Commission n°3 ACTION SOCIALE ET SANTÉ (RAM)	Commission n°4 ENVIRONNEMENT	Commission n°5 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	Commission n°6 CULTURE, SPORT, JEUNESSE, ANIMATION	Commission Appel d'Offres		Commission DSP		Commission INTERCO. ACCESSIBILITÉ					
						Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants	Titulaires	Suppléants				
Yves DELOT Patrice BAILLET	Yves DELOT Michel FOURREY	Yves DELOT Sylvie DELCROIX	Yves DELOT Patrice BAILLET Dominique DELAGNEAU	Yves DELOT Thierry CORNIOT Serge GAILLOT	Yves DELOT Philippe GUINET- BAUDIN	Yves DELOT	Yves DELOT	Yves DELOT	Yves DELOT	Yves DELOT					
Sylvain QUOIRIN	Pascal FOURNIER	Bruno BLAUVAC	Jean-Louis LEPRUN	Bruno BLAUVAC	Sylvain QUOIRIN	Pascal FOURNIER	Frédéric BLANCHET	Thierry CORNIOT		Bruno BLAUVAC	Francis PORCHER				
Kamel FERRAG	Daniel MAILLARD	Sylvia TISON	Roselyne ETIENNE	Patrice RAMON	Roselyne ETIENNE	Daniel BOUCHERON	Didier MORLÉ		Didier MORLÉ		Flavie BOUROTTE				
Daniel BOUCHERON	Jean-Claude CHEVALIER	Marie-Claude SCHWENTER	Kamel FERRAG	Hervé MORINIERE	Daniel MAILLARD	Jean-Louis QUÉRET	Jean-Louis LEPRUN	Philippe GUINETBAUDIN	Jean-Louis QUÉRET	Jérôme DELAVALT	Didier MORLÉ				
Mireille DELOT	Monique DEROUELLE	Monique DEROUELLE	Chantal SEUVRE	Didier MORLÉ	Jean-Claude CHEVALIER	Sylvain QUOIRIN	Hervé MORINIERE	Jean-Claude CHEVALIER	Hervé MORINIERE	Hervé MORINIERE	Daniel HENRY				
Patrick ROUSSELLE	Frédéric BLANCHET	Patrick ROUSSELLE	Murielle BUCINA	Patrick ROUSSELLE	Bruno BLAUVAC	Jean-Luc DELAGNEAU	Bruno BLAUVAC	Patrick ROUSSELLE	Daniel BOUCHERON	Jean-Luc DELAGNEAU	Jean-Louis QUÉRET				
Gérard DELAGNEAU	Daniel BOUCHERON	Flavie BOUROTTE	Patrice RAMON	Patrick BIOT	Chantal SEUVRE										
Jacky JUSSOT	Francis PORCHER	Nadège DE BRUIN	Flavie BOUROTTE	Gérard DELAGNEAU	Daniel HENRY										
Jean-Louis QUERET	Philippe TIRARD	Francis PORCHER	Emmanuel MATIVET	Jacky JUSSOT	Sylvia TISON										
Marc GAILLOT	Najat BERRICHI	Mireille DELOT	Jean-Luc DELAGNEAU	Jérôme DELAVALT	Jérôme DELAVALT										
Murielle BUCINA		Maxence GUILLOT	Patrick BIOT	Emmanuel MATIVET	Patrick ROUSSELLE										
		Jacky JUSSOT	Philippe TIRARD		Najat BERRICHI										

Proposition de délibération n° 85 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****Institution****DESIGNATION DE REPRESENTANTS DANS DES STRUCTURES EXTERIEURES****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu les délibérations N° 66/2020 et 89/2020 désignant des représentants au sein de structures extérieures

Vu les démissions de Madame Marie DENOMBRET de son mandat de conseiller communautaire de la commune de Brienon sur Armançon et de Monsieur Frédéric RUSCH de son mandat de conseiller municipal de la commune de Saint Florentin

Exposé des motifs :

Notre établissement est représenté dans différentes structures ou instances au travers de ses représentants.

Avec les démissions de Mme DENOMBRET et de Mr RUSCH nous devons pourvoir au remplacement de ces derniers dans 2 instances :

- Un(e) représentant(e) suppléant(e) au sein de la commission de suivi de site ISND de Duchy
- Un(e) représentant(e) suppléant(e) au sein du comité syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Grand Auxerrois

Par ailleurs Monsieur BOUCHERON, nous a fait part de son souhait de ne plus siéger au sein du Comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon. Il est donc nécessaire de désigner un nouveau représentant issu du collège suivant (*en gras les membres du comité syndical*)

Patrice BAILLET ; Murielle BUCINA ; Hervé MORINIERE ; Serge GAILLOT ; Emmanuel MATIVET ; Jacky JUSSOT ; Marc GAILLOT ; Daniel BOUCHERON ; Jean Claude CHEVALIER ; Francis PORCHER ; Jérôme DELAVault ; Monique DEROUELLE ; Jean Louis QUERET ; Jean Louis LEPRUN ; Jean Luc DELAGNEAU ; Kamel FERRAG ; Bruno BLAUVAC ; Dominique DELAGNEAU ; Michel FOURREY ; Philippe GUINET BAUDIN ; Pascal FOURNIER ; Patrice RAMON ; Yves DELOT et Sylvain QUOIRIN

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant les démissions de Mme Marie DENOMBRET de son mandat de Conseiller communautaire de Brienon sur Armançon, et de Monsieur RUSCH de son mandat de Conseiller municipal de Saint Florentin

- ⇒ Considérant la demande de Monsieur BOUCHERON de ne plus siéger au sein du comité syndical du Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Armançon

Il est proposé :

- D'approuver les désignations suivantes dans les instances extérieures de la manière suivante :

Communiqué en séance

- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **DESIGNE** les conseillers dans les instances extérieures de la manière suivante :

-
-

Communiqué en séance

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

Proposition de délibération n° 86/ 2022

Objet :**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE****Accompagnement des territoires****FONDS DE CONCOURS – ATTRIBUTION****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armançe et modification des statuts ;

Vu le règlement d'intervention voté le 19 avril 2018.

Exposé des motifs :

Dans le cadre de sa politique d'accompagnement en faveur des communes, notre établissement a mis en place un dispositif de fonds de concours destiné à financer des projets d'investissement portés par ces dernières.

A ce titre, la Communauté de communes est sollicitée par les communes de :

- ⇒ SORMERY pour la rénovation de la couverture d'un bâtiment communal
- ⇒ JAULGES pour l'aménagement d'un trottoir
- ⇒ MERCY pour la mise en place d'un colombarium et d'un jardin du souvenir
- ⇒ BUTTEAUX pour un changement de chauffage dans l'école maternelle

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant le règlement d'attribution du fonds de concours en vigueur,
- ⇒ Considérant l'éligibilité des dossiers à ce dernier,

Il est proposé d'attribuer les fonds de concours suivants :

COMMUNES	TYPE D'INVESTISSEMENT	COUT TOTAL	TAUX D'INTERVENTION	MONTANT DU FONDS DE CONCOURS
SORMERY	COUVERTURE BATIMENT COMMUNAL	21 179.90 € HT	40 %	8 000 € (*)
JAULGES	AMENAGEMENT TROTTOIRS RUE GLACEE	11 824,50 € HT	40 %	3 842 € (*)
MERCY	MISE EN PLACE D'UN COLOMBARIUM ET D'UN JARDIN DU SOUVENIR	8 360 € HT	60 %	5 016 €
BUTTEAUX	CHANGEMENT DE CHAUFFAGE DANS L'ECOLE MATERNELLE	36 659 € HT	50 %	9 000 € (*)

(*) Plafond de subvention accordable à la commune

Et d'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération.

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** l'attribution des fonds de concours suivants :

COMMUNES	TYPE D'INVESTISSEMENT	COUT TOTAL	TAUX D'INTERVENTION	MONTANT DU FONDS DE CONCOURS
SORMERY	COUVERTURE BATIMENT COMMUNAL	21 179.90 € HT	40 %	8 000 € (*)
JAULGES	AMENAGEMENT TROTTOIRS RUE GLACEE	11 824,50 €	40 %	3 842 € (*)
MERCY	MISE EN PLACE D'UN COLOMBARIUM ET D'UN JARDIN DU SOUVENIR	8 360 € HT	60 %	5 016 €
BUTTEAUX	CHANGEMENT DE CHAUFFAGE DANS L'ECOLE MATERNELLE	36 659 € HT	50 %	9 000 € (*)

(*) Plafond de subvention accordable à la commune

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Proposition de délibération n° 87 / 2022

Objet**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE****TOURISME****PORT DE SAINT-FLORENTIN
TARIFS 2023****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0533 en date du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel EPCI à fiscalité propre issu de la fusion des EPCI du Florentinois et de Seignelay-Brienon au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2018/2105 en date du 19 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes Serein et Armanche ;

Vu la Délégation de Service Publique intervenue en septembre 2015 et pour une durée de 20 ans entre Voies Navigables de France et la Communauté de communes du Florentinois.

Vu la délibération n° 85/2019 fixant les tarifs des usagers du port de Saint Florentin

Exposé des motifs :

Dans le cadre de la Délégation de Service Publique (DSP), notre établissement doit fixer les conditions financières des prestations assurées sur le port.

A ce titre, notre Communauté a établi en 2019 les tarifs pour les usagers du port. Les années 2020 et 2021 ont été marquées par la pandémie mondiale, que nous avons connue, restreignant les déplacements pour la clientèle du port. Afin de ne pas impacter encore plus l'activité du port, il n'y avait pas eu d'augmentations particulières des tarifs depuis lors.

En 2022, le contexte sanitaire s'est amélioré et il est de nouveau plus aisé pour la clientèle de se déplacer. C'est pourquoi, nous vous proposons de revoir la grille tarifaire du port de Saint Florentin pour l'année 2023 pour tenir compte de :

- ↳ L'accroissement des coûts d'exploitation dont l'énergie et les consommables
- ↳ L'adaptation aux tarifs pratiqués sur des plates formes similaires dans la Région VNF Centre Est

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant la nécessité de pérenniser l'équilibre financier d'exploitation du port tout en proposant des tarifs acceptables pour les plaisanciers,
- ⇒ Considérant cependant la nécessité de fixer pour l'année 2023 et suivantes, les tarifs du port de Saint-Florentin tant pour la partie halte fluviale de plaisance que pour la halte technique

Il est proposé de :

- ⇒ Retenir les tarifs suivants pour les prestations offertes sur le PORT DE PLAISANCE de Saint-Florentin

TARIFS D'AMARRAGE année 2023 et suivantes*					
Longueur du bateau		Nuitée	Semaine	Mois	Année**
de 5 m	à 9,99 m	10 €	50 €	125 €	1 000 €
de 10 m	à 11,99 m	11 €	55 €	140 €	1 100 €
de 12 m	à 14,99 m	12 €	60 €	165 €	1 250 €
de 15 m	à 19,99 m	15 €	70 €	200 €	1 400 €
de 20 m	à 29,99 m	18 €	100 €	250 €	1 800 €
supérieur ou égale à 30m		20 €	120 €	300 €	2 500 €
Péniche hôtel 32 A***		50 €	200 €		

* Consommation d'eau incluse

**Candidature soumise à validation

***Sur réservation

De début avril à fin octobre la taxe communautaire de séjour est appliquée par bateau et par nuitée
Les prix sont exprimés en euros et TTC

Consommation électrique :

- ⇒ Inclue, jusqu'à une semaine d'amarrage
⇒ au-delà d'une semaine d'amarrage, 20 kw de consommation incluse par mois
⇒ Au-delà de 20 kw de consommation, incluse par mois : facturation de 0,30€/kw

Services du port (hors amarrage)		Parking voiture et remorque (hors amarrage)	
eau (1000L max)	5 €	Nuitée	4 €
Electricité	5 €	Semaine	15 €
jeton douche	2 €	Mois	40 €
jeton lave-linge	5 €		
jeton sèche-linge	5 €		

Par ailleurs, la vente de marchandises diverses : coefficient 1,5 sur prix d'achat

- ⇒ Retenir les tarifs suivants pour les prestations offertes sur la HALTE TECHNIQUE du port de Saint-Florentin

HALTE TECHNIQUE réservée aux bateaux nécessitant une intervention technique et au stationnement à sec	
0 m à 14,99m	65 € /mois
15 m à 19,99m	80 € /mois
supérieur à 20m	100 € /mois
Electricité : 0,30 € /Kw utilisé Eau 5 € /jour	
Location de ber 25 € /mois	

- ⇒ Autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** les tarifs suivants pour les prestations offertes sur le PORT DE PLAISANCE de Saint-Florentin à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour les années suivantes

TARIFS D'AMARRAGE année 2023 et suivantes*					
Longueur du bateau		Nuitée	Semaine	Mois	Année**
de 5 m	à 9,99 m	10 €	50 €	125 €	1 000 €
de 10 m	à 11,99 m	11 €	55 €	140 €	1 100 €
de 12 m	à 14,99 m	12 €	60 €	165 €	1 250 €
de 15 m	à 19,99 m	15 €	70 €	200 €	1 400 €
de 20 m	à 29,99 m	18 €	100 €	250 €	1 800 €
supérieur ou égale à 30m		20 €	120 €	300 €	2 500 €
Péniche hôtel 32 A***		50 €	200 €		

* Consommation d'eau incluse

** Candidature soumise à validation

*** Sur réservation

De début avril à fin octobre la taxe communautaire de séjour est appliquée par bateau et par nuitée

Les prix sont exprimés en euros et TTC

Consommation électrique :

- ⇒ Inclue, jusqu'à une semaine d'amarrage
- ⇒ au-delà d'une semaine d'amarrage, 20 kw de consommation incluse par mois
- ⇒ Au-delà de 20 kw de consommation, incluse par mois : facturation de 0,30€/kw

Services du port (hors amarrage)		Parking voiture et remorque (hors amarrage)	
eau (1000L max)	5 €	Nuitée	4 €
Electricité	5 €	Semaine	15 €
jeton douche	2 €	Mois	40 €
jeton lave-linge	5 €		
jeton sèche-linge	5 €		

Par ailleurs, la vente de marchandises diverses : coefficient 1,5 sur prix d'achat

- **APPROUVE** les tarifs suivants pour les prestations offertes sur le HALTE TECHNIQUE du Port de Saint-Florentin à compter du 1^{er} janvier 2023 et pour les années suivantes

HALTE TECHNIQUE réservée aux bateaux nécessitant une intervention technique et au stationnement à sec	
0m à 14,99m	65 € /mois
15m à 19,99m	80 € /mois
supérieur à 20m	100 € /mois
Electricité : 0,30 € /Kw utilisé Eau 5 € /jour	
Location de ber 25 € /mois	

- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Proposition de délibération n° 88 / 2022

Objet :**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE****AERODROME****AVENANTS CONVENTIONS D'OCCUPATIONS****Visa :**

Vu le transfert de propriété de l'aérodrome de Saint Florentin - Chéu au profit de la Communauté de communes du Florentinois en date du 12 juillet 2007 ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique conclues avec l'association Centre de Vol à Voile de Saint Florentin-Chéu ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique conclues avec l'association CENTRE DE VOL A VOILE DE SAINT FLORENTIN-CHEU ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique conclues avec l'association LES AILES FLORENTINOISES ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique conclues avec l'association CLUB ULM DE LA FORET D'OTHE ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0533 en date du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel EPCI à fiscalité propre issu de la fusion des EPCI du Florentinois et de Seignelay-Brienon au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2018/2105 en date du 19 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes Serein et Armance ;

Vu la délibération n°112/2020 relative aux avenants intervenus avec certains occupants du site et portant sur la désignation des biens mis à disposition

Vu la proposition d'avenant pour les différents occupants du site.

Exposé des motifs :

Dans le cadre de ses compétences, notre établissement met à disposition d'usagers divers bâtiments et installations présentes sur l'aérodrome de Saint Florentin-Chéu. A ce titre, des conventions d'occupations ont été signées dont certaines ont fait l'objet d'avenant en 2020.

Notre établissement perçoit des redevances d'occupation pour un montant global de 17 918 € en 2022.

Ces redevances étaient jusqu'à présent actualisées sur la base de « l'indice du coût de la vie » qui se concrétise par l'indice des prix à la consommation.

Monsieur le Trésorier nous a alerté sur le fait que cet indice n'était pas adapté à ce type de prestation et qu'à ce titre, c'est l'indice de référence des loyers qui doit être utilisé.

Afin de régulariser la situation, vous trouverez ci-joint l'avenant n°2 qui doit être signé avec les utilisateurs du site à savoir

- SPORT PARACHUTISME INNOVATION
- CENTRE DE VOL A VOILE DE SAINT FLORENTIN-CHEU,
- LES AILES FLORENTINOISES,
- CLUB ULM DE LA FORET D'OTHE
- M. JEANNEZ (EX SCI LES BLAIREAUX)

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant les différentes conventions d'occupation signées avec les occupants de l'aérodrome de Saint Florentin-Chéu
- ⇒ Considérant la demande faite par le comptable public en matière de révision des redevances
- ⇒ Considérant l'obligation qui est faite à la Communauté de communes de régulariser la situation

Il est proposé :

- D'approuver la modification de l'indice de référence en prenant en compte l'indice de référence des loyers
- D'approuver l'avenant joint en annexe prenant en compte cette évolution
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération dont la signature des dits avenants.

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** la modification de l'indice de référence en prenant en compte l'indice de référence des loyers
- **APPROUVE** l'avenant joint en annexe prenant en compte cette évolution
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération dont la signature des dits avenants.

AVENANT

A LA

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AERONAUTIQUE NON
CONSTITUTIVE DE DROITS REEL

Vu le Code de l'Aviation Civile,

Vu l'ordonnance du 21 Avril 2006 portant Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu les articles L1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2002-134 du 31 Janvier 2002 portant définition des règles générales de contrôle des aérodromes,

Vu le transfert de propriété de l'aérodrome de Saint Florentin-Chéu au profit de la Communauté de Communes du FLORENTINOIS en date du 12 Juillet 2007,

Vu l'arrêté préfectoral N°PREF/CAB/2008/0303 en date du 30 Avril 2008 portant mesures de police applicables sur l'aérodrome de Saint Florentin-Chéu,

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique non constitutive de droits réels en date du XXXXXX

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 24 novembre 2022

PARTIES CONTRACTANTES :

Entre

La Communauté de Communes SEREIN ET ARMANCE dont le siège social est sis au n°37 avenue du Général Leclerc à Saint Florentin

Représentée par Monsieur Yves DELOT, Président, ci-après dénommé, « le gestionnaire »

d'une part

Et

L'association XXXXXXXX

dont le siège social est sis à l'Aérodrome de Saint Florentin – Chéu
représentée par Monsieur XXXXXXXX

Ci-après dénommés, «le bénéficiaire »

d'autre part

Il a été convenu ce qui suit :

CONTEXTE

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique et touristique la Communauté de communes Serein et Armance est propriétaire de l'aérodrome Saint Florentin – Chéu sur lequel est implanté un ensemble de bâtiments dont la vocation est directement liée à l'activité aéronautique. Ce site accueille également des activités sportives grand public.

Ces bâtiments sont mis à disposition d'association, sociétés ou particulier pour y abriter des activités aéronautiques. Cette mise à disposition, en contrepartie d'un loyer modeste, est non constitutive de droits réels.

Les conventions avec les associations, sociétés ou particulier, indexait l'actualisation les redevances sur « l'indice du coût de la vie » qui se concrétise par l'indice des prix à la consommation.

A la demande du comptable de la Communauté de communes l'indice, à utiliser désormais, est celui de l'indice de référence des loyers. C'est l'objet du présent avenant.

Article 1 : Objet

Le présent avenant a pour objectif de modifier l'article relative aux redevances de la convention du XXXX en modifiant désormais l'indexation des ces dernières sur « l'indice de références des loyers » et non plus l'indice du coût de la vie

Article 2 : Autres dispositions

L'ensemble des autres dispositions de la convention d'occupation temporaire du domaine public aéronautique non constitutive de droits réels, et /ou de ses avenants précédents, reste inchangé

Fait à Saint Florentin, le XXXXXXXX

en trois exemplaires destinés:

- au gestionnaire
- au bénéficiaire
- au Trésorier Municipal

Le Bénéficiaire

Le Gestionnaire

Monsieur XXXXX

Monsieur Yves DELOT

Proposition de délibération n° 89 / 2022

Objet :**SERVICE A LA PERSONNE****ACTION SOCIALE****CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE
AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'YONNE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCPP/SRC/2016/0533 en date du 24 octobre 2016 portant création d'un nouvel EPCI à fiscalité propre issu de la fusion des EPCI du Florentinois et de Seignelay-Brienon au 1er janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2017/0621 en date du 26 décembre 2017 adoptant les statuts de la Communauté de communes Serein et Armance ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2018/2105 en date du 19 novembre 2018 portant modification des statuts de la Communauté de communes Serein et Armance ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération n° 87/2021 du 15 juillet 2021 engageant la communauté de communes dans l'élaboration d'une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne à l'échelle du territoire communautaire

Exposé des motifs :

Suite à une décision de juillet 2021, en octobre de la même année nous avons engagé une vaste démarche visant à établir un projet territorial social destiné à structurer au niveau du territoire communautaire des objectifs communs en matière sociale et les intégrer dans une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne.

Pour mémoire la démarche portant sur 4 axes de travail (Petite Enfance – Enfance Jeunesse – Animation de la vie sociale et Accès aux droits) reposait sur 2 étapes :

- ↳ Un diagnostic territorial - Automne/hiver 2021-2022
- ↳ L'élaboration d'un programme d'action – Printemps/Eté 2022

Le cœur du travail réalisé s'est essentiellement caractérisé par la mise en relation d'acteurs complémentaires sur les différentes thématiques afin de partager des expériences et des pratiques.

Le résultat de ce travail collaboratif se retrouve dans le projet de convention territoriale globale jointe en annexe

Pour tout à la fois sécuriser les partenariats financiers avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et mettre en œuvre le programme d'action validé avec les différents partenaires, il est désormais nécessaire de valider ladite convention. C'est l'objet du présent rapport.

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant le travail collaboratif réalisé depuis un an autour de l'action sociale du territoire
- ⇒ Considérant le projet social de territoire qui en a découlé et qui est la base de la Convention à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne
- ⇒ Considérant la nécessité de pérenniser les financements des actions en faveur de la jeunesse menées par certaines communes et la Communauté de communes,
- ⇒ Considérant le nouveau cadre d'intervention de la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne
- ⇒ Considérant la nécessité d'établir une convention territoriale globale avec la Caisse d'Allocation Familiales de l'Yonne pour continuer à bénéficier de son accompagnement financier,

Il est proposé de :

- D'approuver la Convention Territoriale Globale, jointe en annexe, avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et les communes impliquées dans la démarche
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération dont la signature de la convention au nom de la Communauté de communes Serein et Armance.

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** la Convention Territoriale Globale, jointe en annexe, avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Yonne et les communes impliquées dans la démarche
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération dont la signature de la convention au nom de la Communauté de communes Serein et Armance

Proposition de délibération n° 90/ 2022

Objet :**SERVICE A LA POPULATION****Équipements Sportifs**

CENTRE AQUATIQUE COMMUNAUTAIRE
INTERET COMMUNAUTAIRE ET TRANSFERT DE COMPETENCE

Visa :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 46/2021 du 25 février 2021 approuvant les nouveaux statuts de la Communauté de communes Serein et Armance

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu les délibérations des 28 février et 19 décembre 2019, des 15 septembre et 22 octobre 2020 relatives à la construction du centre aquatique communautaire

Vu la délibération n° 83/2022 approuvant le choix du délégataire du centre aquatique communautaire ainsi que le contrat et ses annexes relatives au fonctionnement dudit équipement

Exposé des motifs :

Comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises dans cette assemblée notre établissement pour exploiter son centre aquatique va récupérer la compétence « piscine » actuellement détenue sur notre territoire par les communes de Saint Florentin et de Seignelay.

Les statuts communautaires, votés en février 2021, s'ils parlent bien des équipements concernés, (*nouveau centre aquatique et piscine de Seignelay*), n'indiquent pas précisément la date de prise de compétence associé. Ce manque de précision pourrait éventuellement poser difficulté dans la mise en œuvre de la compétence, car pour l'un nous n'avons encore de date précise de remise de l'équipement et pour l'autre il est conditionné au démarrage de l'exploitation du centre aquatique.

Le Code Général des Collectivités territoriales permet d'affiner ce type de situation en définissant un intérêt communautaire pour ces équipements et ainsi d'arrêter une date officielle de prise de compétence.

Compte tenu des conditions dans lesquelles le centre aquatique communautaire va être confié au délégataire au 1^{er} janvier 2023, il vous est proposé de déclarer d'intérêt communautaire ledit centre aquatique à compter de la même date.

De ce fait, eu égard aux statuts de la Communauté de communes qui précisent que :

« Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

Les équipements concernés sont les suivants :

[...]

- ⇒ *Nouveau centre aquatique à Saint Florentin*
- ⇒ *Piscine découverte de Seignelay à la date d'entrée en exploitation du centre Aquatique de Saint Florentin*

notre établissement deviendrait également compétent pour la piscine de Seignelay à cette même date du 1^{er} janvier 2023. Quant à sa gestion, elle fera l'objet d'une convention entre la Commune de Seignelay et nous même, qui sera examinée début 2023 par notre assemblée.

Il est à noter que l'ancienne piscine tournesol située sur la commune de Saint Florentin ne fait pas l'objet du transfert de compétence, l'équipement n'étant plus en activité.

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant le prochain achèvement du centre aquatique communautaire
- ⇒ Considérant le démarrage de l'exploitation de ce dernier au 1^{er} janvier 2023
- Considérant les statuts de la Communauté de communes qui visent bien les 2 équipements sans préciser la date de prise de compétence associée à ces derniers
- ⇒ Considérant la nécessité de fixer une date de transfert de compétence entre les communes et la Communauté de communes

Il vous proposé :

- De compléter la description des équipements sportifs telle qu'indiquée dans les statuts communautaires en déclarant d'intérêt communautaire le centre aquatique communautaire sis à Saint Florentin à compter du 1^{er} janvier 2023
- D'acter le transfert de compétence piscine des communes de Saint Florentin et Seignelay vers la Communauté de communes serein et Armance à la date du 1^{er} janvier 2023
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- COMPLETE la description des équipements sportifs telle qu'indiquée dans les statuts communautaires en déclarant d'intérêt communautaire le centre aquatique communautaire sis à Saint Florentin à compter du 1^{er} janvier 2023.
- ACTE le transfert de compétence « piscine » des communes de Saint Florentin et Seignelay vers la Communauté de communes Serein et Armance à la date du 1^{er} janvier 2023,
- AUTORISE Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération

Proposition de délibération n° 91 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****Ressources Humaines****MISE A DISPOSITION D'AGENTS DE LA COMMUNE DE SAINT FLORENTIN
AU PROFIT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES SEREIN ET ARMANCE****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu la délibération du 25 février 2021 approuvant la convention d'adhésion de la Communauté de communes Serein et Armance au programme « Petite Ville de Demain » de la commune de Saint Florentin.

Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et excluant les mises à disposition du champ d'application du code des marchés publics.

Vu les articles L512-12 à L521-15 du code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Exposé des motifs :

Depuis une quinzaine d'années, La Ville de Saint Florentin met ponctuellement à disposition ses agents au profit des différentes communautés de communes qui se sont succédées au fil du temps. En fonction du niveau des services détenus par la structure intercommunale, l'intervention des services municipaux a été plus au moins importante.

Notre établissement est aujourd'hui doté d'un volume d'agents qui ont été recruté et organisé prioritairement vers nos compétences exclusives (déchets, développement économique, RPE, Port, Ecole de musique, etc ...).

Cependant certains services communaux transversaux d'appui sont encore sollicités pour des missions ponctuelles (services techniques, juridique,). eu égard aux dernières évolutions de l'organisation de notre établissement, il est devenu nécessaire de toiletter la convention signée à l'origine par le Florentinois avec la commune de St Florentin.

C'est l'objet du présent rapport.

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant les besoins ponctuels de la Communauté de communes en matière d'appui techniques ou administratifs présents au sein des services de la Ville de St Florentin
- ⇒ Considérant l'intérêt dans le cadre de la bonne gestion des finances publiques de mutualiser les moyens présents sur le territoire »
- ⇒ Considérant la nécessité d'actualiser la convention signée avec la Ville de St Florentin au vu des besoins actuels de la Communauté de communes

Il est proposé :

- D'approuver la convention de mise à disposition d'agent de la Ville de Saint Florentin à la Communauté de communes Serein et Armance telle que jointe en annexe
- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures à l'exécution de cette délibération

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** la convention de mise à disposition d'agent de la Ville de Saint Florentin à la Communauté de communes Serein et Armance telle que jointe en annexe
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération



CONVENTION

De Mise à disposition de personnel municipal à la CCSA

VU le Code général de la fonction publique,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les statuts de la Communauté de Communes Serein et Armance,

VU la délibération 2014-54 prévoyant la mise à disposition de personnel communal à la Communauté de Communes du Florentinois,

ENTRE

La Commune de SAINT FLORENTIN, représentée par M MAILLARD Daniel, 1^{er} adjoint chargé des ressources humaines, autorisé à signer les présentes par délibération du Conseil Municipal du 03 novembre 2022,
Ci-après nommée la « Commune »,

ET

La Communauté de Communes Serein et Armance représentée par son Président, autorisé à signer les présentes par délibération du Conseil Communautaire du.....,

Ci-après nommée la « CCSA »,

PRÉAMBULE

Dans le cadre de son action et de son fonctionnement, la Communauté de communes Serein et Armance recourt depuis plusieurs années aux services municipaux de la commune de Saint Florentin. La mise à disposition s'est organisée sur la base de conventions et d'avenants successifs.

A ce titre, au vu de l'évolution institutionnelle, de l'organisation des services communautaires, la Communauté de communes sollicite désormais les services municipaux pour les missions suivantes :

A - Sollicitations récurrentes

- Appui à maîtrise d'ouvrage pour des chantiers situés sur le territoire de la commune de Saint Florentin
- Appui technique et/ou administratif dans l'organisation d'assemblées communautaires

B – Sollicitations ponctuelles

- Appui juridique au montage d'opération (y compris urbanisme)
- Appui technique ponctuel
- Appui administratif et/ou technique pour des événements

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : OBJET

La Commune de SAINT FLORENTIN met à disposition de la Communauté de Communes Serein et Armanche des agents municipaux chargés notamment des missions ci-dessus.

Cette convention n'encadre pas la participation des services municipaux concernant des opérations partenariales pour lesquelles les services municipaux représentent la Ville de Saint Florentin.

De la même manière, pour les services notamment réglementaires, le service public communal est assuré gratuitement pour la Communauté comme pour tout citoyen.

Article 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention de mise à disposition de service, met fin aux conventions et avenants antérieurs et prendra effet au 1^{er} novembre 2022 et s'achèvera au 31 décembre 2026.

Article 3 : CONDITIONS D'EMPLOI

- Appui à maîtrise d'ouvrage pour des chantiers situés sur le territoire de la commune de Saint Florentin
- Appui technique et/ou administratif dans l'organisation d'assemblées communautaires
- Appui juridique au montage d'opération (y compris urbanisme)
- Appui technique ponctuel
- Appui administratif et/ou technique pour des événements

Article 4 : MONTANT DE LA PRESTATION

L'évaluation du coût de la prestation s'établit comme suit :

Concernant les sollicitations récurrentes :

Pour des opérations communautaires de construction/réhabilitation/aménagement :

- Une participation forfaitaire par mois durant la durée des chantiers (préparation, réalisation et opérations postérieures à la réception) – forfait établi pour un agent affecté incluant un cadre catégorie B et les services complémentaires éventuels

Le forfait à retenir est de : 80 € correspondants à 2 heures par semaine/opération

Pour l'organisation et la gestion d'assemblées communautaires :

- Une participation forfaitaire par évènement (assemblée) incluant installation, présence des services durant l'assemblée – forfait établi pour un ou deux agents affectés incluant un personnel spécialisé en matière vidéo et sonorisation,
- Le forfait à retenir est de 160 € par séance

Concernant les opérations ponctuelles

Principe : Participation calculée sur la base du temps passé par agent (en heure)

- Appui juridique au montage d'opération (y compris urbanisme)
- Appui technique ponctuel
- Appui administratif et/ou technique pour des évènements

Eu égard au niveau d'expertise ou de connaissance requis à savoir

↳ Un juriste catégorie A d'un coût horaire de	40 €
↳ Une chargée de communication/animation catégorie A d'un coût horaire de	40 €
↳ Un technicien catégorie B d'un coût horaire de	40 €
↳ Divers agents des services techniques d'un cout moyen horaire de	32 €
↳ Divers agents administratifs d'un coût moyen horaire de	32 €

Ces coûts seront réévalués chaque année en fonction de l'évolution des carrières des agents concernés.

Article 5 : MODALITÉ DE PAIEMENT

Le décompte des heures sera effectué trimestriellement.

Le paiement s'effectuera sur présentation de la présente convention et sur émission de titres de recette.

Article 6 : GESTION DU PERSONNEL

L'autorité gestionnaire de l'agent est Maire de la Commune.

Les services sont ainsi gérés par le Maire qui dispose de l'ensemble des prérogatives reconnues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.

Dans ce cadre, la notation de l'agent exerçant ses missions dans le cadre de la présente convention relèvera de la compétence du Président de la CCSA.

L'agent est rémunéré par la commune.

Le Maire de la Commune adresse directement aux agents concernés par la présente convention toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches en tant qu'autorité gestionnaire du fonctionnaire. Mais il adresse copie de ces actes et informations au Président de la CCSA.

Un rapport sur la manière de servir de l'agent transféré est établi au sein de la CCSA si celle-ci le souhaite. Ce rapport est transmis au maire de la commune qui établit le document définitif.

Le pouvoir disciplinaire relève du Maire de la commune mais sur ce point le président de la CCSA peut émettre des avis ou des propositions et le Maire de la Commune s'engage à consulter, sauf urgence ou difficulté particulière, le Président de la CCSA dans l'exercice de ces deux prérogatives, sans pourtant que l'omission de cette consultation puisse vicier la procédure disciplinaire.

La Mairie fixe les autres conditions de travail du personnel mis à disposition. Elle prend les décisions relatives aux congés annuels et en informe la CCSA qui, sur ce point, peut émettre des avis.

La Mairie délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale après avis de la CCSA si celle-ci en formule la demande.

En fonction de la mission réalisée, l'agent affecté est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la CCSA ou du Maire de la Commune.

En cas de difficulté pour programmer les travaux confiés à l'agent, un arbitrage sera réalisé, suivant la procédure suivante : le Président de la CCSA et le Maire de la Commune trouvent un compromis entre les besoins de chacune des deux entités ;

Le Président de la CCSA et le Maire de la Commune peuvent donner, par arrêté, sous leur surveillance et leur responsabilité, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

C – Obligations de l'agent mis à disposition

Dans le cadre des missions objet de la présente convention, l'agent bénéficie des droits et est soumis aux obligations des fonctionnaires territoriaux. A ce titre, il est soumis aux obligations de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de sa mission.

Article 7 : MODIFICATION ET RÉSILIATION

La présente convention peut être modifiée par avenant.

Il pourra être mis fin à la présente convention à tout moment, sur demande de l'un ou l'autre des contractants, sous réserve de respecter un délai de trois mois de préavis.

Article 8 : LITIGES

Les parties à la présente s'engagent à rechercher une solution amiable pour tous les litiges relatifs à la mise en œuvre de la présente. A défaut d'accord le Tribunal Administratif de DIJON est compétent pour connaître de ces litiges.

Article 9 : AMPLIATION

Ampliation de la présente convention sera transmise à :

- Monsieur le Maire de la ville de SAINT FLORENTIN
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Serein et Armance
- Monsieur le Receveur Municipal,

Fait à Saint Florentin, le.

Pour la Commune de
SAINT FLORENTIN
L'adjoint au maire chargé
des ressources humaines

Pour la Communauté de
Communes Serein et Armance
Le Président,

Daniel MAILLARD

Yves DELOT

PRESTATION	TARIFS
Suivi des chantiers	80 € par chantier
Installation, présence des services durant l'assemblée	160 € par séance
Appui juridique	40 € par heure
Appui technique ponctuel	40 € par heure
Appui administratif et/ou technique pour des événements	32 € par heure
Appui communication	40 € par heure

Proposition de délibération n° 92 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****RESSOURCES HUMAINES****MODIFICATION DE L'ÉTAT DES EFFECTIFS****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 87-1999 du 30 décembre 1987 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs ;

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques ;

Vu le décret n°87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;

Vu le décret n°90-128 du 9 février 1990 portant dispositions statutaires particulières aux emplois de directeur général et directeur des services techniques des communes et de directeur général des services techniques des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre ;

Vu le décret n°88-546 du 6 mai 1988 fixant la liste des établissements publics mentionnés à l'article 53 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCL/2021/0712 en date du 29 juin 2021 portant transfert de la compétence « autorité organisatrice de la mobilité » au profit de la Communauté de communes Serein et Armance et modification des statuts ;

Vu l'organigramme de la Communauté de Communes Serein et Armance ;

Vu les délibérations des 2 avril 2017, 29 juin 2017, 19 juillet 2017, 9 novembre 2017 et 14 décembre 2017, 28 février 2019, 18 juillet 2019, 24 octobre 2019, 20 février 2020, 22 octobre 2020, 21 janvier 2021, 23 septembre 2021 et du 30 juin 2022 modifiant le tableau des effectifs.

Exposé des motifs :

A compter du 1^{er} janvier 2023, notre établissement devient compétent en matière de gestion des piscines. A ce titre, le transfert des compétences entraîne le dessaisissement des communes. Il entraîne également le transfert des services chargés de les mettre en œuvre (article L. 5211-4-1 du CGCT).

De ce fait, il est nécessaire de prévoir dans l'état de nos effectifs les postes ainsi transférés, c'est l'objet du présent rapport.

Par ailleurs, nous avons connu des modifications dans la composition de l'équipe administrative qui nécessite une régularisation au niveau des postes.

Contenu de la proposition :

- ⇒ Considérant le transfert de compétence liée aux piscines intervenant au 1^{er} janvier 2023
- ⇒ Considérant la nécessité d'adapter notre tableau des effectifs à l'arrivée de 4 agents attaché à la gestion de la piscine municipale de Saint Florentin
- ⇒ Considérant la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs en fonction de l'organisation interne

Il vous est proposé :

- D'approuver la création de 4 postes d'agents titulaires dans le tableau des effectifs de la manière suivante :

Cadre d'emploi	Grade	Postes	Postes pourvus	Dont temps non complet
Filière technique				
Adjoint technique territorial	Adjoint technique de 2 ^{ème} classe	1	1	0
Filière sportive				
Educateur territorial des activités physiques et sportives	Educateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe	3	3	0

D'approuver la transformation d'un poste de catégorie A en poste catégorie B non titulaire

Agents non titulaires	Catégorie	Poste	Filière	Poste pourvu	Rémunération Indice brut	Type de contrat
Agents non titulaires de droit public						
Administration Générale	B	1	Administrative	1	597	L 332-8 / L332-9

- D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** la création de 4 postes d'agents titulaires dans le tableau des effectifs tels que présenté dans le tableau des effectifs ci-dessus présenté,
- **APPROUVE** la transformation d'un poste de catégorie A en poste catégorie B selon le tableau ci-dessus présenté
- **AUTORISE** Monsieur le Président à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Proposition de délibération n° 93 / 2022

Objet :

RESSOURCES INTERNES

Budget PRINCIPAL

DECISION MODIFICATIVE N° 5

Visa :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le vote du budget Primitif le 24 Février 2022.

Exposé des motifs :

Suite à des modifications sur les amortissements du BUDGET PRINCIPAL avec la trésorerie de SAINT FLORENTIN, il est nécessaire de se prononcer sur des crédits supplémentaires.

Contenu de la proposition :

Il vous est proposé d'approuver les modifications suivantes :

SECTION D'INVESTISSEMENT

• **Dépenses de de Fonctionnement :**

- 042 – 6811 – Amortissements	238 219.72 €
- 023 – Virement à la section d'investissement	- 238 219.72 €
	<u>Total</u> 0 €

• **Recettes d'Investissement :**

- 040 – 28031 – Amortissement des frais d'études	1 132.08 €
- 040 – 2804123 – Amortissement Régions	- 0.80 €
- 040 – 2804132 – Amortissement Départements	10 752.00 €
- 040 – 28041412 – Amortissement Communes GFP	2 257.05 €
- 040 – 28041642 – Amortissement Etb IC. Bâtiments	69 726.00 €
- 040 – 280422 – Amortissement Pers. Droit Privé – Bâtiments	- 200.00 €
- 040 – 280423 – Amortissement Pers. Droit Privé – Infrastructures	319.90 €
- 040 – 28051 – Amortissement Concessions et droits similaires	13 494.97 €
- 040 – 28128 – Amortissement autre agenc. et ame. Terrains	- 10 041.66 €
- 040 – 281318 – Amortissement Autres bâtiments publics	27 814.05 €
- 040 – 28135 – Amortissement Installations générales	41 627.12 €
- 040 – 28138 – Amortissement autres constructions	- 72 607.81 €
- 040 – 28148 – Amortissement autres constructions sol autrui	0.04 €
- 040 – 28151 – Amortissement réseaux voiries	48 428.62 €
- 040 – 28152 – Amortissement installations de voiries	34 153.19 €
- 040 – 281532 – Amortissement réseaux assainissement	310.00 €
- 040 – 281534 – Amortissement Réseaux électrifications	115.50 €
- 040 – 281538 – Amortissement autres réseaux	404.68 €
- 040 – 281571 – Amortissement Matériel Roulant	- 0.97 €

- 040 – 281578 – Amortissement Autre matériel	- 77.63 €
- 040 – 28158 – Amortissement autre installations	36 513.43 €
- 040 – 281751 – Amortissement réseaux de voiries	25 132.21 €
- 040 – 28181 – Amortissement installations générales	- 1 513.35 €
- 040 – 28182 – Amortissement matériels de transport	- 3.08 €
- 040 – 28183 – Amortissement matériel de bureau et matériel informatique	8 464.45 €
- 040 – 28184 – Amortissement mobilier	3 235.22 €
- 040 – 28188 – Amortissement Autres immo. corporelles	11 284. 51 €
- 021 – Virement à la section de fonctionnement	- 238 219.72 €

Total **0 €**

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** cette décision modificative.

Proposition de délibération n° 94 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****Budget CENTRE AQUATIQUE****DECISION MODIFICATIVE N° 1****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;

Vu le vote du budget Primitif le 24 Février 2022.

Exposé des motifs :

Suite à des études payées au chapitre 20, il convient d'intégrer ces études au chapitre 23. Pour cela il est nécessaire de se prononcer sur des crédits supplémentaires au chapitre 041 en recettes et en dépenses.

Contenu de la proposition :

Il vous est proposé d'approuver les modifications suivantes :

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Dépenses de d'Investissement**

- 041 – 2313 - intégration des études	164 416.80 €
-	

<u>Total</u>	164 416.80 €
---------------------	---------------------

- **Recettes d'Investissement :**

- 041 – 2031 – intégration des études	164 416.80 €
---------------------------------------	--------------

<u>Total</u>	164 416.80 €
---------------------	---------------------

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** cette décision modificative.

Proposition de délibération n° 95 / 2022

Objet :**RESSOURCES INTERNES****Budget EA PORTE OUEST****DECISION MODIFICATIVE N° 2****Visa :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

Vu le vote du budget Primitif le 24 Février 2022.

Exposé des motifs :

Suite à des études payées au chapitre 20, il convient d'intégrer ces études au chapitre 23. Pour cela il est nécessaire de se prononcer sur des crédits supplémentaires au chapitre 041 en recettes et en dépenses.

Contenu de la proposition :

Il vous est proposé d'approuver les modifications suivantes :

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Dépenses de d'Investissement**

- 041 – 2315 - intégration des études	13 775.00 €
-	

<u>Total</u>	13 775.00 €
---------------------	--------------------

- **Recettes d'Investissement :**

- 041 – 2031 – intégration des études	13 775.00 €
---------------------------------------	-------------

<u>Total</u>	13 775.00 €
---------------------	--------------------

Il est proposé au conseil communautaire de prendre la décision suivante :

- **APPROUVE** cette décision modificative.